

VAN EVERA, Stephen. *Causes of War. Power and the Roots of Conflict*. Ithaca, Cornell University Press, 1999, 269p.

Stéphane Roussel

Volume 32, numéro 3, 2001

Références de l'Union européenne : regards croisés

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704321ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704321ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roussel, S. (2001). Compte rendu de [VAN EVERA, Stephen. *Causes of War. Power and the Roots of Conflict*. Ithaca, Cornell University Press, 1999, 269p.] *Études internationales*, 32(3), 577-580. <https://doi.org/10.7202/704321ar>

### **Causes of War. Power and the Roots of Conflict.**

VAN EVERA, Stephen. *Ithaca, Cornell University Press, 1999, 269p.*

Dans une étude bibliographique publiée dans *International Security* (automne 1999), Richard K. Betts qualifie cet ouvrage de « percée majeure dans le domaine des études de sécurité » et estime que celui-ci pourrait même être appelé à devenir un classique en la matière, au même titre que des livres tels que *The Twenty Years Crisis* ou *Man, the State, and War*. On peut donc entamer la lecture avec des attentes très élevées.

Stephen Van Evera pose lui-même la barre très haute. Il s'attaque à la question la plus ancienne et la plus lancinante des relations internationales, une interrogation qui a suscité d'innombrables travaux, mais qui demeure toujours sans réponse claire : quelles sont les causes des guerres ? L'auteur reproche aux hypothèses de ses prédécesseurs d'être en grande partie inutiles, parce qu'elles ne permettent pas de prévenir les conflits armés. Il se donne donc comme objectif de formuler des hypothèses qui ont à la fois une valeur explicative et normative.

Van Evera s'inscrit explicitement dans la tradition réaliste : la puissance est la principale variable explicative et l'État est l'acteur principal. Mais il se démarque des Classiques et des Néoréalistes en reprenant deux amendements ajoutés à ces théories au cours des vingt dernières années. D'une part, la puissance doit être analysée de façon très fine, en distinguant ses composantes, plutôt que d'être traitée comme un tout agrégé.

En ce sens, il rejoint ceux qui établissent une distinction entre les moyens offensifs et défensifs. D'autre part, il reprend le postulat selon lequel les perceptions de la puissance sont aussi importantes que la puissance matérielle proprement dite. Les conflits seraient donc souvent causés par des erreurs de calculs ou d'appréciation de la puissance. Sur la base de ces prémisses (une approche qualifiée de *Misperceptive fine-grained Realism*), Van Evera formule cinq hypothèses :

H1. *False optimism* : La guerre survient lorsque les acteurs entretiennent un faux optimisme quant aux résultats du conflit.

H2. *Jumping the Gun* : La guerre survient lorsque les acteurs estiment que le premier qui mobilise dispose d'un avantage stratégique.

H3. *Power Shift* : La guerre survient lorsqu'il y a de grandes fluctuations dans le différentiel de puissance relative, si bien que les acteurs doivent profiter des fenêtres d'opportunité qui s'offrent à eux.

H4. *Cumulatives Resources* : La guerre survient lorsque la possession de certaines ressources (industrielles, matières premières, bases, etc.) permet à un acteur d'en acquérir facilement d'autres.

H5. *Easy Conquest* : La guerre survient lorsque la conquête est facile. Il s'agit ici de la reformulation de l'hypothèse selon laquelle une guerre est plus susceptible d'éclater lorsque les ressources disponibles favorisent l'offensive au détriment de la défensive.

Chacune de ces hypothèses donne lieu à une pléthore de sous-

hypothèses, si bien que l'auteur en étudie finalement plus de vingt-cinq ! L'essentiel du livre consiste en une vérification et une comparaison de ces hypothèses. Pour ce faire, il utilise une méthodologie qualitative, en puisant des exemples parmi un échantillon d'une trentaine de conflits interétatiques survenus depuis 1740. Les quatre premières hypothèses principales font chacune l'objet d'un chapitre, tandis que la cinquième est traitée en profondeur à travers deux longues études de cas (qui comptent pour près de la moitié du livre), soit la dissuasion au cours de la guerre froide et le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Il est clair que c'est cette dernière proposition que préfère l'auteur, qui estime qu'elle peut jouer un rôle de « théorie générale » (p. 117).

Que retient-on de cette magnifique collection d'hypothèses ? Le résultat est-il convaincant ? L'argumentaire permet surtout de démontrer la valeur des hypothèses H1 (faisant référence aux perceptions) et H5 (offensive/défensive). En fait, comme Van Evera le reconnaît, les cinq hypothèses principales deviennent plus convaincantes lorsqu'elles sont mises en relation les unes avec les autres. Par exemple, « le risque de guerre est plus élevé lorsque les acteurs *perçoivent* que l'offensive est supérieure à la défensive ». En conclusion, l'auteur estime avoir démontré le potentiel heuristique et normatif du Réalisme, surtout lorsqu'il est fondé sur une analyse désagrégée de la puissance.

Mais lorsqu'il referme le livre, le lecteur conserve une impression mitigée. Van Evera a bel et bien marqué

des points et présente suffisamment d'arguments logiques et empiriques pour justifier un programme de recherche plus approfondi et un débat sur ses hypothèses. De là à qualifier cet ouvrage de « percée majeure », il y a un pas que l'on ne saurait franchir ici. Il subsiste trop de failles, tant sur le plan du raisonnement que de la méthode.

Van Evera balaie du revers de la main les objections méthodologiques des quantitativistes, mais même sa démonstration qualitative paraît parfois faible. Il n'utilise pas son échantillonnage de façon systématique et semble surtout retenir les exemples qui permettent d'étayer ses thèses. Il y a donc beaucoup plus de « cas probables » que de « cas critiques ».

Betts soulève un certain nombre de questions et de doutes quant au traitement que fait Van Evera de chacune des hypothèses, et en particulier celle sur l'offensive/défensive, et il n'est pas question de reprendre ici ces critiques qui appartiennent à un débat entre auteurs réalistes. Il convient surtout de se concentrer sur ce que cet ouvrage apporte au débat interparadigmatique (entre Réalistes et Libéraux ou entre Réalistes et Constructivistes). L'affirmation selon laquelle « Realism offers strong explanations for war and feasible solutions to war » (p. 256) autorise cette démarche, dans la mesure où la « force » du Réalisme ne peut se mesurer que par rapport aux autres approches. Sur ce plan, l'ouvrage est loin d'être convaincant.

En premier lieu, on aurait souhaité un état de la question beaucoup plus élaboré que les quelques lignes de la page 2 où l'auteur exprime son

insatisfaction face aux théories existantes. De même, il justifie le choix de ses cinq hypothèses en faisant référence à trois critères (potentiel explicatif, normatif et degré de satisfaction), mais ne démontre pas que ce sont les seules qui rencontrent ces critères. En fait, les seuls avec qui il accepte d'engager un débat sont les Néoréalistes, à qui il reproche leur conception agrégée de la puissance. On retrouve bien, ça et là, dans l'argumentaire, quelques références à d'autres théories (par ex., à la théorie [réaliste !] de la stabilité hégémonique en pp. 64-65), mais en l'absence d'état de la question, elles n'ont qu'un intérêt limité.

Il existe pourtant un vaste corpus documentaire sur la sociopolitique des conflits armés et bon nombre d'hypothèses satisfont critères explicatifs et normatifs posés par Van Evera. Elles font appel à des variables aussi différentes que le type de régime politique, l'identité et la culture, ou encore les cycles économiques. En tenant compte de ces hypothèses rivales, l'auteur aurait pu indiquer en quoi les explications qu'il propose sont plus solides.

Cette démonstration est d'autant plus nécessaire lorsqu'on examine les critères que se donne l'auteur pour choisir ses hypothèses. Il rappelle notamment le vieux principe épistémologique selon lequel « the wider range of affected phenomena, the greater the explanatory range of the hypothesis » (p. 3). Le problème est que le postulat étatocentrique du réalisme le conduit à négliger une fraction significative des conflits qui se sont déroulés depuis 1740, soit les guerres n'opposant pas des États

(guerre civiles, guerres coloniales). La faiblesse devient encore plus gênante lorsque l'on met cette limite en relation avec l'objectif normatif de l'ouvrage, qui consiste à offrir des solutions pratiques au phénomène-guerre : depuis 1990, plus de 90 % des conflits se déroulent à l'intérieur des États. Les solutions avancées par Van Evera ne trouveront donc qu'un champ d'application réduit !

La dernière remarque porte sur le second amendement qu'il apporte aux postulats traditionnels du Réalisme, soit l'importance des perceptions. Plusieurs auteurs ont ouvert la voie en ce sens (R. Jervis, J. S. Levy), mais Van Evera pousse le raisonnement un cran plus loin, en en faisant une condition essentielle pour valider les autres hypothèses réalistes. Or, pour bien mesurer l'impact des perceptions, il faut connaître les conditions dans lesquelles elles se manifestent, et donc comprendre les facteurs à l'origine des erreurs de calculs. Ce faisant, on ouvre un brèche dans le postulat de l'État considéré comme un acteur unitaire. En effet, il faut, pour répondre à cette question, étudier la psychologie des décideurs, l'organisation de l'appareil étatique, ou encore le contexte socioculturel dans lequel les décisions sont prises. C'est précisément ce que Van Evera semble avoir l'intention de faire, puisqu'il annonce qu'il examinera quatre hypothèses (qui relèvent de la dynamique sociopolitique interne de l'État) dans un autre ouvrage. Pour y parvenir, il devra soit emprunter aux théories libérales ou constructivistes et dégager les conséquences de ces emprunts sur la cohérence du Réalisme, soit tracer clairement les limites de son appro-

che. Cette fois, il ne pourra faire l'économie du débat.

Le ton de ce compte rendu ne doit cependant pas induire le lecteur en erreur. Plus les attentes qu'un livre suscite sont élevées, plus on est enclin à la critique lorsque le résultat n'est pas à la hauteur. Dans l'absolu cependant, il faut reconnaître qu'il s'agit là d'un ouvrage important, qui a le mérite de relancer la réflexion sur le sujet et avec lequel on devra désormais compter:

Stéphane ROUSSEL

*Département de science politique  
Collège Glendon, Université York  
Toronto, Canada*

### **Stigmaté. Introduction à l'étude des pays dits en voie de développement.**

*NAHAVANDI, Firouzeh. Bruxelles,  
Bruylant, 2001, 252 p.*

L'ouvrage de Firouzeh Naha-vandi est principalement destiné aux étudiants de premier cycle universitaire dans le but de leur donner une idée générale des problèmes ayant orienté la pensée du développement et de la manière dont ils ont été abordés tout au long de la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle.

Bien écrit, le livre comprend trois parties subdivisées en douze chapitres. La première partie (« les concepts ») est consacrée à la naissance du problème du sous-développement et à la problématique de l'étiquetage.

Dans cette partie, l'auteur montre que le sous-développement, en tant que problème de pauvreté, n'existait pas avant la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Il est plutôt une construction

sociale, née à partir de la colonisation, de la comparaison de la situation d'un ensemble de pays, en particulier ceux nouvellement indépendants d'Afrique et d'Asie, aux standards (indicateurs) des pays occidentaux industrialisés fondés sur l'accumulation du capital (taux de croissance du PNB, taux annuel du PIB, IDH, Indicateur de la pauvreté humaine, Indicateur de la Qualité de Vie, Indicateur de Progrès Réel, etc.) dans le cadre de la concurrence et sur l'industrialisation capitaliste.

Progressivement, l'image du monde s'est modifiée et une majorité de pays se retrouve dans le camp des pays sous-développés, non pas par rapport aux critères de leurs ancêtres, mais bien par rapport aux standards dictés par les puissants. La charte de l'Atlantique de 1941 et la charte des Nations Unies de 1945, le discours sur l'état de l'Union du président américain, Truman, en 1949, sont autant de faits analysés dans cette partie et qui permettent d'étiqueter des millions d'individus habitant en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie comme sous-développés. Certains événements se produisant au sein même de ces pays en voie de développement, comme la Conférence de Bandung, en 1955, au cours de laquelle les participants asiatiques et africains prônaient l'intégration à l'économie mondiale dans l'espoir de se tirer du passé considéré comme humiliant, marquèrent la naissance et l'officialisation de l'entité nouvelle sur la scène internationale. Celle-ci, qui a reçu jusqu'à présent plusieurs appellations, pays sous-développés, pauvres, du sud, moins industrialisés, prolétaires, en voie de développement, émergents, moins avancés,